

Bulletin

# Solidaires Écologie

- p.2 Édito
- p.2 Non à l'expansionisme d'EDF...
- p.3 Non aux Mégabassines
- p.4 Énergie: Comment imposer des choix citoyens
- p.6 Fiches pratiques
- p.7 Notes de lectures



AGIS SYNDICALEMENT  
POUR LA VIE SUR TERRE!



# ÉDITO

Le bulletin de la commission écologie a participé au développement de la réflexion sur l'importance d'agir syndicalement pour l'écologie au sein de Solidaires. Il a trouvé toute sa place lors des événements où Solidaires avait un stand, de Notre Dame des Landes aux Universités d'été des mouvements sociaux en passant par les rencontres locales pour lesquelles les équipes le présentaient parmi d'autres publications. Il a contribué aussi à faire connaître les positions et l'activité de Solidaires dans le domaine très vaste de l'écologie dans une approche syndicale. Il a permis de faire connaître l'activité des équipes syndicales de notre union. Après 3 ans d'interruption, les camarades de la commission ont décidé de relancer le bulletin avec une nouvelle mise en page qui inclut l'image du drapeau conçu spécifiquement pour les actions en lien avec l'écologie. Il est apparu pour la première fois en février de cette année, lors d'une visite sur le terrain, d'une délégation de Plus Jamais Çà, l'alliance pour une rupture écologique et sociale, à deux pas de la méga bassine en cours de remplissage à Mauzé sur le mignon dans les Deux-Sèvres en soutien avec le collectif Bassine, non merci !

L'actualité sur l'urgence à agir ne s'est pas tarie bien au contraire tant du point de vu syndical que politique. Macron, réélu a nommé, E. Borne, première ministre, chargé de mettre en œuvre la planification écologique. Il n'est pas question pour autant de renverser la table en revenant sur le modèle économique du capitalisme. Le rôle de l'Union syndicale Solidaires et des équipes des structures nationales et locales est plus que jamais de porter la nécessité de la transformation écologique et sociale. La commission écologie en prend sa part notamment grâce au bulletin. Les camarades qui participent à la commission sont bien entendu sollicités pour contribuer à l'écriture des articles et chaque structure nationale et locale peuvent proposer des articles. Il suffit de les envoyer à [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org) à l'attention de Julie, Simon et Didier qui animent la commission écologie au sein du secrétariat national.



## NON À L'EXPANSIONNISME D'EDF CONTRAIRE À L'INTÉRÊT DES POPULATIONS, AU MEXIQUE ET AILLEURS

Plusieurs collectifs, associations et syndicats, en France et au Mexique, alertent à propos de l'impact important sur l'écosystème du mégaprojet d'installation de 5000 éoliennes imposantes par le Groupe EDF dans l'isthme de Tehuantepec au Mexique, et dénoncent un processus démocratique de façade, des conflits locaux et les violences contre les opposant-e-s qui en découlent, ainsi qu'un accaparement des terres contraire à leur caractère communale de propriété collective (1) (2) (3) (4).

La Fédération des SUD-Énergie a interpellé le PDG du Groupe EDF à ce sujet (5).

Pour commencer, EDF n'a aucune légitimité pour s'approprié à l'étranger les moyens de production de ce bien essentiel qu'est l'électricité. L'intervention du Groupe à l'international devrait plutôt se fonder sur un souci de partage au service des populations de sa grande expertise acquise avec des moyens du public en France. EDF, en cohérence avec sa charte d'Entreprise Responsable (6) et la loi française de Devoir de Vigilance (7), doit de plus porter une attention toute particulière, quel que soit le pays où elle intervient et quelle que soit son activité, aux conditions de prise de décision pour un respect total du processus démocratique, aux conditions de travail et au respect de l'environnement.

SUD-Énergie s'oppose à l'expansionnisme financier d'EDF, qualifié bien souvent de « colonialisme énergétique » par les populations locales, et reste vigilant sur le déroulement du procès en cours en France sur le devoir de vigilance où EDF est attaqué par des associations sur son attitude questionnable au Mexique (8).

(1) <https://blogs.mediapart.fr/stopedfmexique/blog/260322/des-maisons-sans-electricite-encerclees-par-des-parcs-eoliens>

(2) <https://plan-vigilance.org/les-affaires-en-cours/>

(3) <http://www.laboursolidarity.org/EDF-Mexique-non-a-l-ecologie>

(4) <https://www.sudenergie.org/site/2021/10/les-pratiques-questionnables-dedf-renouvelable-au-mexique/>

(5) <https://www.sudenergie.org/site/2022/03/monsieur-levy-mettez-fin-a-lexpansionnisme-dedf-contre-a-linteret-des-populations-au-mexique-et-ailleurs/>

(6) <https://www.edf.fr/groupe-edf/agir-en-entreprise-responsable>

(7) <https://www.vie-publique.fr/loi/20976-devoir-de-vigilance-des-societes-meres-et-des-entreprises-donneuses-dor>

(8) <https://plan-vigilance.org/wp-content/uploads/2021/07/VF-EDF-Mexique.pdf>

EDIT : Au Mexique, victoire d'une communauté autochtone sur EDF : vous pouvez retrouver l'article de Reporterre paru le 6 juin ici : <https://reporterre.net/Au-Mexique-victoire-d-une-communaute-autochtone-sur-EDF>



# NON AUX MÉGABASSINES !

À l'appel des collectifs Bassines non merci et Les Soulèvement de la terre, de la confédération paysannes, d'Attac et Solidaires notamment, plus de 6 000 personnes se sont données rendez-vous dans le marais poitevin les 25, 26 et 27 mars dernier pour un Printemps maraîchin et dire non aux constructions de mégabassines. Ces projets d'accaparement de l'eau pompée dans les nappes phréatiques, au seul profit de l'agro-agricultures, sont une hérésie écologique, une catastrophe pour la biodiversité.

Une minorité ne peut  
privatiser l'accès l'eau  
et conforter son modèle  
productiviste mortifère  
pour l'avenir de la planète.

L'eau est un bien commun  
qu'il faut protéger et rendre  
accessible au plus grand  
nombre.

Notre lutte est juste car  
l'urgence écologique est aussi  
une urgence sociale,  
une urgence vitale.

No bassaran !

(le discours de l'Union Syndicale Solidaires à retrouver ici :  
[https://www.youtube.com/watch?v=MMoG84\\_hu9M](https://www.youtube.com/watch?v=MMoG84_hu9M) )



# ENERGIE :

## COMMENT IMPOSER DES CHOIX CITOYENS

### Une révolution énergétique à mener

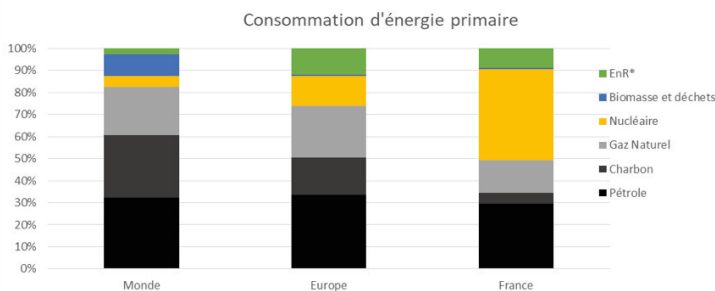
La crise climatique nous impose un changement radical de comportement vis-à-vis de l'énergie. D'ici 2050, nous devons atteindre la neutralité carbone, c'est-à-dire réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre et compenser le reliquat par des « puits carbonés ». C'est l'objectif inscrit dans la Stratégie Nationale Bas Carbone, qui décline pour la France l'accord de Paris de 2015 (au niveau mondial). Cela passe par deux leviers principaux :

- 1) Diviser par deux notre consommation énergétique d'ici 2050
- 2) Décarboner totalement notre production d'énergie.

La division par deux de notre consommation énergétique va nous conduire à revoir l'ensemble de nos modes de vie et tous les secteurs de notre modèle social : relocaliser l'industrie, se déplacer moins et mieux (transports en commun et mobilité douce), développer les circuits courts et le recyclage, isoler nos bâtiments, etc. D'autant plus qu'il faut également réduire notre impact écologique global pour tenir compte de l'effondrement de la biodiversité, l'épuisement des ressources, la pollution de l'air et de l'eau, etc.

La décarbonation de notre production énergétique est, elle aussi, une révolution puisque la moitié de l'énergie primaire consommée est aujourd'hui carbonée (pétrole et gaz naturel principalement). Cette part monte même aux trois quarts en Europe et 80% à l'échelle mondiale.

Progressivement, l'énergie sera principalement issue du soleil et du vent, plus éventuellement de l'uranium – via le vecteur électricité et de la biomasse (pour la chaleur et le transport). L'électricité, qui représente aujourd'hui environ un quart de l'énergie consommée, va devenir majoritaire.



### Prôner un choix démocratique parmi les « futurs énergétiques » possibles

Plusieurs voies sont possibles pour mener cette transformation profonde. Mais quels que soient les options, il faut dès aujourd'hui lancer des investissements lourds pour garantir, dans les prochaines décennies, que le parc de production permettra de répondre à la demande à chaque instant, que le réseau et les moyens de stockage seront adaptés. Ces contraintes nécessitent une planification de long terme, sur la base de scénarios décrivant les « futurs possibles ».

Plusieurs organismes ont aujourd'hui fait ce travail. Nous pouvons citer notamment les scénarios de l'association negaWatt, toutes énergies, qui vise une réduction forte de la consommation et la sortie du nucléaire; les scénarios de toutes énergies de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), avec et sans nucléaire; et surtout les scénarios électriques 2050 de RTE, avec et sans nucléaire, intégrant des variantes de consommation autour de l'hypothèse de base de réduction de moitié.

Ces scénarios font l'objet d'une analyse détaillée sous l'angle technique, économique, écologique et sociétal. Nous pouvons en extraire quelques grands messages :

- 1) → Quel que soit le choix du parc de production, avec ou sans nucléaire, il faudra baisser drastiquement notre consommation d'énergie et partir des besoins. Il faudra également développer fortement les énergies renouvelables. En effet, de l'aveu même des acteurs de la filière nucléaire (Areva, EDF), celle-ci ne pourra pas couvrir plus de la moitié de la production électrique pour des contraintes industrielles (temps de développement).
- 2) → Toutes les filières de production ont un impact écologique et sociétal : par exemple, consommation des ressources, occupation des sols et impact sur les paysages pour le renouvelable; risques d'accident, gestion des déchets pour le nucléaire, auquel on pourrait ajouter l'incapacité à généraliser cette solution à l'échelle mondiale. Tous les scénarios comportent également des paris et des risques industriels et technologiques : faisabilité de la mise en service des nouveaux réacteurs nucléaires (EPR) et risques de défauts génériques comme c'est le cas actuellement, développement important de moyens de stockage de longue durée pour les scénarios 100% renouvelables (hydrogène ou méthane de synthèse).
- 3) → Les scénarios 100% renouvelables sont aujourd'hui crédibles techniquement, aux dires mêmes de RTE. Ils ne sont plus l'apanage d'organismes militants.
- 4) → Ils ne sont pas significativement plus chers que ceux comportant une part de nucléaire, avec un surcoût de l'ordre de 15% à l'horizon 2050, marginal par rapport aux variations de prix de l'énergie que nous avons connues tout récemment. Il est donc contre-productif de prétendre que les renouvelables sont moins chères que le nucléaire (en omettant souvent les surcoûts liés aux besoins d'équilibrage



et de renforcement de réseau) : il suffit de reprendre les conclusions de RTE - un écart de 15%, sous réserve du respect de nombreuses hypothèses, pour conclure donc dans l'épaisseur du trait – fin des débats.

Le choix du scénario n'est donc pas économique et le critère de choix prédominant devrait être la recherche d'une empreinte écologique minimale. Au-delà, puisque la réduction de la consommation n'est pas principale « négociable », la principale question qui se pose est la suivante : préférons-nous le risque d'accident nucléaire et les déchets radioactifs, auquel s'ajoute la difficulté à trouver un modèle généralisable aux pays en développement ou bien les difficultés d'accès aux ressources et d'utilisation de l'espace liées à la construction massive de panneaux solaires et d'éoliennes ? C'est un choix complexe sur lequel chacun peut avoir une position. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse, les deux options sont techniquement et économiquement acceptables. Pour l'Union syndicale Solidaires, le choix est fait : celui de la sortie du nucléaire.

SUD-Energie ne se détermine pas en tant que syndicat. Mais nous pensons que ce choix doit être démocratique et se matérialiser par un référendum sur la base de scénarios. Ce référendum devrait bien sûr être précédé d'un large débat, et éventuellement d'une préparation des scénarios à soumettre par une convention citoyenne sur la base des travaux existants (RTE, Ademe, négaWatt, etc.) et d'auditions des différentes parties. Trop longtemps, les choix énergétiques, structurants pour notre avenir, ont été préemptés par une « élite éclairée ». Il est tant que les citoyens se saisissent de cette question : cela redonnerait un élan à une démocratie moribonde et susciterait une prise de conscience collective des défis auxquels nous sommes confrontés, de l'absence de solutions simples et indolores.

### **Pour une transition énergétique socialement soutenable, sortir du financement privé et des marchés**

#### **Un recours très coûteux à l'investissement privé**

Un autre enseignement des « futurs énergétiques 2050 » de RTE est que, contrairement à l'idée répandue, la transition écologique ne devrait pas entraîner une explosion des coûts (donc des factures), tout au moins pour l'électricité. Et il n'y a pas de raisons qu'il en soit différemment pour les autres énergies, principalement la biomasse.

Ainsi, RTE estime entre 15% et 30% l'augmentation des coûts par kWh consommé d'ici 2050 : 15% pour le scénario de référence avec nucléaire, 30% pour le scénario 100% renouvelable, soit moins de 1% par an !

En revanche, le paramètre économique essentiel est le « coût du capital » (ou coût de financement), c'est-à-dire les intérêts d'emprunts bancaires et le coût de rémunération des capitaux apportés par les actionnaires. Ainsi, comme le montre la figure ci-dessous extraite du rapport RTE, si le système électrique est financé à 4%, son coût total annuel augmente de 29% par rapport à un financement à 1%, et de 64% pour un financement à 7%. Cela pour le scénario de référence 100% renouvelable (scénario n° M23). Pour le scénario de référence avec nucléaire (N2), le surcoût est encore plus élevé (+38% pour un financement à 4% et +82% pour un financement à 7%). Ces surcoûts liés aux conditions de financement (ou coût du capital) sont bien supérieurs aux surcoûts liés au fait de se passer de nucléaire.

Or l'Etat peut sans difficulté emprunter à 1%, et même moins. En revanche, 4% est un minimum pour un financement

privé et il est fréquent de monter à 7%, voire plus. Par exemple, EDF, qui se comporte comme un acteur privé au Royaume Uni, a demandé un taux de rémunération de 9% pour le projet nucléaire Hinkley Point... Aux frais des usagers ou des contribuables britannique, bien sûr, car à la fin, il faut bien que quelqu'un paye !

Coûts actualisés des scénarios en 2060, en fonction du coût du capital Source : Futurs énergétiques 2050 (chapitre 11, fig.11.36), RTE

En résumé, ce n'est pas la transition énergétique qui nous coûte cher, mais le recours au financement privé !

### **Une mise en concurrence catastrophique**

A cela s'ajoutent les coûts de la mise en concurrence du système électrique, imposée par des directives européennes de 1996. Il a fallu découper l'acteur public EDF en morceaux, filialiser la gestion du réseau qui reste en monopole (Enedis pour le réseau de distribution et RTE pour le réseau de transport Haute Tension). Puis faire apparaître de force des « fournisseurs alternatifs », « concurrents » d'EDF qui, dans la très grande majorité, ont une activité purement commerciale et financière : ils ne produisent pas, ne stockent pas, ne transportent pas, ne livrent pas l'électricité. Ils ne la choisissent même pas ni ne comptent la consommation de leurs « clients ». Ils spéculent sur les marchés – créés pour leur permettre de s'approvisionner, démarchent les clients avec des techniques très largement décrites par les associations de consommateurs (pas facile de se démarquer quand on ne fait rien !) et font du lobbying pour obtenir des dérogations invraisemblables. Ils ont par exemple obtenu le droit d'acheter à EDF un quart de sa production nucléaire à prix coûtant quand les prix de marché sont hauts. Et quand ils sont bas ... et bien ils achètent au prix de marché et EDF se débrouille (mécanisme de l'ARENH, augmenté cette année). Ils ont aussi obtenu la disparition de la plupart des tarifs réglementés et la transformation radicale de ceux qui restent (pour l'électricité des particuliers et des très petites entreprises) : la loi impose que ces tarifs soient « contestables », a loi précise même que ces tarifs doivent être « contestables » c'est-à-dire suffisamment hauts pour permettre aux fournisseurs parasites de faire une offre moins chère ! Dans cet objectif, les tarifs reflètent désormais la manière dont ils s'approvisionnent – en partie à prix coûtant du nucléaire et en partie sur les marchés. Or les prix de marché sont « aberrants », aux dires même de notre ministre de l'Economie, Bruno Le Maire (qui a mis quand même 20 ans à s'en rendre compte) : ils sont indexés au prix du gaz, qui n'entre pourtant que pour quelques pourcents dans les coûts de l'électricité. C'est ainsi que les tarifs de l'électricité se sont envolés, dans la suite des prix de marché de l'électricité qui suivent eux-mêmes les cours mondiaux du gaz... L'Etat a dû intervenir en pompier en inventant une fois de plus des mécanismes coûteux pour la collectivité pour « contenir » cette hausse à 4% ... alors que les coûts du système électrique n'ont augmenté que de ... 4% entre 2020 et 2021, et de moins de 5% en 2 ans. Pour plus de détail, voir notre page dédiée.

En plus des prix élevés, les clients précaires sont moins bien accompagnés, l'égalité de traitement entre usagers a volé en éclat, cette désorganisation et cette volatilité des prix entravent la transition énergétique ...

Leur seul argument ? Les textes européens nous l'imposent, donc on devrait continuer à accepter ce saccage !

Nous ne pouvons plus attendre au contraire : syndicats comme associations d'usagers et représentants politiques doivent imposer une gestion publique de ce bien essentiel qu'est l'énergie. Cela passe par une sortie du marché et de la concurrence.

# DES FICHES PRATIQUES POUR DONNER LES MOYENS D'AGIR

Agir  
syndicalement  
pour des

Beaucoup de collègues et de camarades sont aujourd'hui convaincu-es de l'urgence écologique. Pourtant, peu s'engagent dans l'action pour imposer la justice sociale et environnementale. À SUD éducation, nous faisons l'analyse que c'est un sentiment d'impuissance qui conduit à l'inaction : la tâche semble trop immense, par quoi commencer, comment s'opposer concrètement au rouleau compresseur des gouvernements et des employeurs dont les décisions continuent de rendre la planète inhabitable ? Alors que ce sont les employeurs, davantage que les particuliers, qui sont responsables de la majorité des problèmes environnementaux, le lieu de travail, le syndicat, ne sont pas toujours considérés comme l'échelle efficace pour agir.

Pour lutter contre ce sentiment d'impuissance, SUD éducation s'emploie depuis septembre à construire une boîte à outils qui accompagne les équipes locales pour identifier les leviers et les moyens pour peser sur la reconversion écologique de leur administration. Cela donne une série de fiches pratiques où l'on s'efforce en quelques pages de donner, sur une thématique donnée (cantines, mobilités domicile-travail, végétalisation des cours de récréation, pics de pollution et usages du numérique) : un argumentaire facilement appropriable, les revendications à porter, à qui les adresser (quelles instances au sein des établissements, quel échelon ou service dans les collectivités territoriales), avec quels alliés pour construire des coalitions unitaires, et des idées de modes d'action.

Pour le moment, cinq ont été réalisées :

- 1) « Végétalisation des cours de récréation : un enjeu syndical, pédagogique et écologique ! »  
[URL : <https://www.sudeducation.org/vegetalisation-des-cours-de-creation-un-enjeu-syndical-pedagogique-et-ecologique/>];
- 2) « Transport en commun et “forfait mobilités durables” : il faut aller plus loin ! »  
[URL : <https://www.sudeducation.org/transport-en-commun-et-forfait-mobilites-durables-il-faut-aller-plus-loin/>];
- 3) « Mobilisons-nous pour des restaurations scolaires et universitaires qui promeuvent l'agroécologie ! »  
[URL : <https://www.sudeducation.org/mobilisons-nous-pour-des-restaurations-scolaires-et-universitaires-qui-promeuvent-lagroecologie/>];
- 4) « Pics de pollution ? Il faut agir vite et changer de société ! »  
[URL : <https://www.sudeducation.org/pics-de-pollution-il-faut-agir-vite-et-changer-de-societe/>];
- 5) « Sortir du tout numérique pour un usage raisonné de l'outil informatique »  
[URL : <https://www.sudeducation.org/sortir-du-tout-numerique-pour-un-usage-raisonne-de-loutil-informatique/>].

D'autres sont en préparation, en s'appuyant notamment sur le travail déjà réalisé par des syndicats départementaux, par exemple sur la gestion des déchets des établissements scolaires. Ces argumentaires permettent de sensibiliser les collègues aux ruptures nécessaires pour réussir la reconversion écologique de nos sociétés : sortir d'un système économique où les intérêts des capitalistes passent avant la satisfaction des besoins du plus grand nombre et la préservation d'une planète habitable. En même temps, ils donnent des pistes d'action immédiate, pour se donner les moyens de gagner dès à présent des batailles environnementales.



# NOTES DE LECTURES

**Betizu, dernier bovin sauvage d'Europe**  
Imanol Amestoy, Germaine Hacale, Jean-Pierre Péré  
Jakintza : savoir et faire savoir  
Numéro 98, avril 2022, 32 p.  
<http://jakintza.fr>

Le nom Betizu vient de la contraction de behi (vache) et izu (sauvage, indomptable) en basque. Cette publication nous présente donc les derniers ovins non domestiqués d'Europe et ceux-ci vivent dans la montagne du Pays-Basque nord. Il y en a 85 réparties en deux troupeaux. Comme quoi tout n'a pas encore disparu !



**Green washing:**  
manuel pour dépolluer le débat public  
sous la direction d'Aurélien Berlan,  
Guillaume Carbou et Laure Teulières  
Seuil, collection Anthropocène, 2022, 244 p.

«Le green washing n'est plus seulement un outil cosmétique ou défensif de protection du *buisness as usual* mais la pointe acérée de son développement. Il se transmute aujourd'hui en un appel à la relance économique, forcément verte. Principal récit en train de se cristalliser: l'horizon d'un monde écologisé grâce à des énergies décarbonées, des technologies « intelligentes », une économie « circularisée » et la capture du carbone.»

Cet ouvrage composé de courts textes sur des notions classées par ordre alphabétiques permet de bien saisir les enjeux actuels et les logiques sous-jacentes. La pensée en silo qui saucissonne les problématiques ainsi que le techno-solutionnisme sont admirablement critiqués ici. C'est un peu plombant mais on ressort conforté dans notre volonté d'aborder les questions écologiques à la racine. Une vraie politique écologique doit remettre en cause le développement techno-capitaliste sous peine de ne rien régler voir de renforcer les inégalités face aux catastrophes en cours.



**Homo confort:**  
le prix à payer d'une vie sans efforts ni contraintes  
Stefano Boni, traduit de l'italien par Serge Milan  
L'Echappée, collection Pour en finir avec, 2022, 249 p.

Nous constatons tous les jours que vivons dans une société hyper-technologisée ou l'effort dans les activités quotidiennes a quasiment disparu. Dans ce remarquable essai Stefano Boni démontre comment la recherche du confort nous anesthésie et nous prive petit à petit de nos facultés sensibles. Dans sa postface il précise sa pensée ainsi: « Mon but n'est pas de porter un quelconque jugement négatif sur le confort ou de condamner celui-ci. Je ne suis pas un moraliste et n'ai aucun mal à dire que profiter du confort et de la détente physique qu'il procure fait partie des joies de l'existence. Mais pour pouvoir en jouir, je ne suis pas prêt à renoncer à la richesse de l'expérience qui résulte de l'activation de mes cinq sens, ni à bouleverser des équilibres écologiques profonds, ni à voir disparaître des savoir-faire millénaires ainsi qu'un nombre incalculable d'espèces animales et végétales, ni surtout à sacrifier mon autonomie productive et politique. Je ne peux véritablement jouir du confort que lorsqu'il ne devient pas synonyme de soumission, de mutilation, d'ignorance ou de perte de dignité ». Un point pas abordé et qui est particulièrement révoltant pour nous syndicaliste c'est de voir qu'il reste des métiers physiquement insoutenable dans nos sociétés modernes du confort aliénant. Il nous faut au donc au plus vite abandonner cette recherche, souvent individuelle, du confort pour lutter collectivement pour un monde viable où la vie fait sens.







Bulletin  
**Solidaires**  
**Écologie**